

CIBLE

CHINE

Édouard Balladur n'est pas seulement un gestionnaire incapable qui a réussi l'exploit de provoquer trois révoltes massives en six mois. C'est aussi un diplomate calamiteux : après s'être couvert de ridicule en Arabie saoudite lors d'un voyage totalement improvisé, il a été publiquement et minutieusement humilié par les dirigeants chinois lors d'un déplacement qui a révélé, une fois de plus, une complète méconnaissance du pays qui le recevait.

Arrestations d'opposants au régime communiste, déclarations méprisantes sur les capacités économiques de la France, report à une date indéterminée de la signature de grands contrats : aucune insulte n'a été épargnée au Premier ministre de la France, qui a constamment gardé un profil moralement et politiquement très bas.

Qu'un cynique trouve plus cynique que lui pourrait prêter à sourire si la France tout entière ne se trouvait atteinte par les coups portés à un Premier ministre venu célébrer, ultime dérision, le trentième anniversaire de la reconnaissance de la Chine par le général de Gaulle.

BERLUSCONI

Péril sur la France

Suites

**Après le
C.I.P.**

Entretien

**Les
politocrates**

(p.3)

(p.6/7)

M 2242 - 620 - 15,00 F



Le 5^e Président de la V^e République

Bien avant le succès de Berlusconi, les techniciens de l'INPRERAT (1) avaient prévu la victoire de Bernard Tapie, et analysée celle-ci comme la résultante logique de facteurs multiples mais cohérents :

1^o Esprit des années quatre-vingt : culture-fric, construction de la figure du gagnant polymorphe, bienveillance du président Mitterrand pour les grands voyous sympas qui le font rire alors que Rocard est vraiment crispant. Trop bourgeois, Pierre Bergé loupe le coche.

2^o Défaite de la gauche en 1993, et conséquences paradoxales du *big-bang* rocardien qui provoque l'implosion de Rocard (surnommé Bang-mou par certains, notamment le réseau Pervenche animé par des proches de Laurent Fabius).

3^o Échec du « compromis Pasqua » lors de la Rencontre de Chamonix en juillet 1994. Balladur et Chirac s'affrontent au premier tour de la présidentielle dans une indescrivable confusion : le 9^e plan Giraud pour l'Emploi provoque d'immenses manifestations (notamment celle conjointe des Jeunes-CRS et des jeunes des Banlieues), Barre soutient Chirac pour se venger de Balladur qui jette dans les pattes de son rival le dossier Sani-

Qui va gagner les prochaines présidentielles ? Notre Institut de prédictivité rationnelle est dès à présent en mesure de vous donner le nom de l'élu.

sette (une étude de la Mairie de Paris sur la transformation des sanisettes en balises de survie). Avec 25,42 % des suffrages (contre 10,27 à Chirac et 10,28 à Balladur) Jean-Marie Le Pen devient le candidat de droite le mieux placé.

4^o Échec de Michel Rocard au premier tour devant Tapie, bien que le chef du P.S. ait hâtivement proclamé le « Front unique ouvrier » avec le P.C. Sur le thème « Deux millions d'emplois en deux mois », Bernard Tapie passe comme il dit en « *pole-position* ».

5^o Campagne homérique pour le second tour. Sommet à L'Heure de Vérité : Le Pen traite Tapie de « Pen à jouer », le candidat de la gauche propose que les citoyens vérifient en direct-live « *cui qui a la plus grosse paire* ». La réplique est élogieusement commentée par *Libération*, qui salue le « réalisme » et le « sens de la communication » de Bernard. Écoeuré, Philippe Séguin annonce qu'il s'abstient et se pose comme recours « en cas de malheur ».

6^o Avec 60 % des suffrages expri-

més (mais plusieurs millions de votes blancs ou nuls), Bernard Tapie devient le 5^e président de la V^e République.

Comme le nouvel élu renonce à dissoudre l'Assemblée élue en 1993, le nouveau gouvernement est rapidement formé :

Premier ministre : Jacques Médécin (rentré d'exil, sa contumace tombe, et sa mise en examen ne l'empêche pas de se présenter aux municipales, triomphalement élu maire de Nice, son procès est différé). Ministre des Finances : Madame Bernard Tapie (qui prend aussi les Affaires sociales). La Défense va à Brice Lalonde, l'Intérieur à Paul Macheuil (un cousin éloigné de Bernard Tapie, qui était gendarme à Saint-Valéry sur Gar-tempe), la Culture à Étienne Dailly, la Jeunesse à Pierre Bergé, les Sports à Claude Bez. Le ministère de l'Éducation nationale est dissous, afin de faciliter le programme de privatisation des établissements ; celui des Affaires étrangères est intégré dans un grand ministère de la Communication confié à Jean-Claude Decaux

(l'homme du mobilier urbain à ne pas confondre avec Alain Decaux, qui devient conseiller spécial du Président, chargé de raconter à table des histoires marrantes mais qui font en même temps réfléchir).

Avec ce gouvernement « super-nickel » (comme dit Bernard) il fallait un Élysée *relooké* : les huisseries sont en survêtement, la pelouse a été aplanie pour faire un terrain de foot, on creuse un canal jusqu'à la Seine pour que le yacht présidentiel puisse s'abriter dans un mini port de plaisance. Déjà, de jolies femmes en monokini (2) viennent y dorer leurs corps alanguis.

C. Alfred CASSIGNET

(1) L'Institut de PRÉdictivité RATionnelle fait partie d'un groupe de communication comprenant une société de paris (BERLUE-SCOPIE), un institut de sondages (SCONY-EXPRESS), une agence de voyance (ASTRO-BERLU) et une chaîne de pizzerias (PASTA-PIE).

(2) Le naturisme reste interdit, malgré les pressions d'Antoine Waechter.

Un livre à acheter ?

Utilisez notre « service librairie »

Chronique de la flagrante injustice

Quand l'État viole la loi, il ne peut à bon droit se plaindre de ceux qui l'ignorent ou qui la défient.

Ils doivent revenir ! Expulsés en urgence absolue, selon la procédure prévue pour les terroristes, les deux jeunes Algériens qui ont été envoyés de l'autre côté de la Méditerranée, ont droit de revenir en France. Après la justice judiciaire, le juge administratif en a décidé ainsi, désavouant le préfet du Rhône et le ministre de l'Intérieur : reconnu coupable de voie de fait, c'est-à-dire d'une mesure en contradiction avec le droit, ledit préfet s'est ingénié à

de reconduire à la frontière annulée. - un Algérien, qui vit continuellement en France depuis l'âge de deux ans, expulsé en urgence vers l'Algérie avant même que son avocat ait eu le temps de plaider. Tels sont quelques uns des faits qu'on relève dans la chronique des décisions administratives, qui ne respectent pas les règles de la procédure, pourtant très restrictive, qui résultent de la loi Pasqua, et qui sont heureusement soumises au contrôle du juge.

Jusqu'à présent, la dérive ethnique



♦ Les menottes : une méthode utilisée souvent d'une manière illégale.

faire obstacle au retour des deux jeunes gens, arrêtés au cours d'une manifestation contre le CIP.

Ce n'est malheureusement pas le seul exemple de pratique administrative décidée au mépris des lois - y compris les lois xénophobes votées voici quelques mois. Des cas concrets ? En voici :

- de jeunes manifestants montrés aux journalistes menottes aux poignets, ce qui porte atteinte à la présomption d'innocence et ce qui contredit une circulaire de Pierre Méhaignerie rappelant aux procureurs que seules les personnes dangereuses pour elles-mêmes ou pour autrui peuvent être menottées.

- des Chinois, travailleurs clandestins, marqués à l'encre sous prétexte qu'on ne parvenait pas à les différencier : pratique « inadmissible », selon le juge, qui n'a cependant pas admis la voie de fait.

- deux étrangers qui avaient été jugés secrètement, en contradiction flagrante avec le principe de publicité de la justice, ont vu la décision

de l'administration française et son mépris des lois, attestés par des centaines d'exemples scandaleux, ne rencontraient qu'une faible résistance. La solidarité spontanée qui s'est manifestée à Lyon (et au cours de manifestations dans d'autres villes) en faveur de Mouloud et Akim montre que M. Pasqua ne peut plus compter sur la passivité des citoyens, et sur la mauvaise conscience des socialistes (qui sont entrés les premiers dans la logique de la xénophobie d'État) pour pratiquer sa politique d'exclusion. De plus, l'affaire de Lyon pose clairement le problème de la coexistence de deux justices en France - l'une administrative et l'autre qu'on nomme judiciaire faute de mieux. Il faudra bien résoudre un jour ou l'autre les difficultés provoquées par cette coexistence puisque, loin d'être techniques, elles touchent à la garantie des droits de l'homme et du citoyen.

Yves LANDEVENNEC

L'au-delà du CIP

Y a-t-il un plan Giraud après la mort du CIP ? Que peut craindre le Premier ministre et que peut-il espérer ?

Le Premier ministre s'était obstiné, au mépris de toute évidence, face à une jeunesse révoltée par la dévaluation des diplômes et le travail au rabais : il est responsable au premier chef de sa tardive et pitoyable retraite, qui n'excuse ni l'aveuglement de ce pauvre M. Giraud, ni les prétendues carences de la « communication » sur la « vente » à l'opinion publique du Contrat d'insertion professionnelle.

Du moins, cette triste expérience peut-elle servir de leçon ? Ce serait souhaitable, mais le Premier ministre et son gouvernement se sont engagés dans une logique infernale qui s'appelle le plan quinquennal pour l'emploi, fabriqué cet été en toute hâte par les services de l'innarrable M. Giraud et adopté par le Parlement après un ersatz de concertation avec les partenaires sociaux.

Pourquoi parler de logique infernale ? Tout simplement parce que la philosophie (si l'on peut dire) du plan Giraud est de favoriser ce qu'on appelle pudiquement l'offre de travail, en lui donnant le maximum de flexibilité : autrement dit, M. Giraud s'est principalement soucié de favoriser le patronat en allégeant ses charges, en lui permettant d'embaucher à bas prix et en lui donnant le droit de jouer sur la durée du travail.

Avec le CIP, on a vu ce que signifiait, symboliquement et pratiquement, l'embauche à bas prix. Et maintenant, le gouvernement redoute que le projet sur le temps de travail (qui ne régleme plus que la durée minimale du repos, et non plus la durée maximale du travail) ne provoque une nouvelle flambée de colère. Aussi annonce-t-on qu'il s'efforce de déminer un terrain particulièrement difficile, tant il y a de pièges dans ces textes fabriqués à la hâte. C'est reconnaître que la

logique du plan Giraud est celle du patronat, et qu'elle est intolérable pour les salariés. D'où deux choix également dangereux :

- Le Premier ministre peut décider de vider de son contenu le plan Giraud afin de désarmer la contestation sociale, mais en ce cas il se prive de son grand projet de société, et de son principal argument électoral - puisque le plan Giraud était censé faire baisser le chômage.

- Le Premier ministre peut décider de mettre en oeuvre les principes de la flexibilité, mais il s'expose alors à la colère des salariés.

C'est ainsi que le Premier ministre et ce qui tient lieu de gouvernement se trouvent pris, par leur seule faute, dans un piège qui les condamne à ne plus bouger alors qu'une partie de la majorité pousse à accélérer les réformes. Or la particularité des réformes de la droite, c'est qu'elles ne créent pas d'emplois (ainsi les milliards alloués au patronat) ou qu'elles conduisent à en supprimer (ainsi les privatisations). Mais ne pas faire de réformes signifie que la logique économique va continuer à modeler la société et à supprimer des emplois.

Cela s'appelle un tissu de contradictions, dont M. Balladur ne pourrait sortir qu'en engageant une véritable révolution économique et sociale. Mais M. Balladur n'est manifestement pas à Matignon pour faire une révolution - ce qui l'expose à une révolution qui se ferait contre lui.

Annette DELRANCK

**D'accord avec nous ?
adhérez à la N.A.R.**

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Le 5^e Président de la V^e République - p.3 : Chronique de la flagrante injustice - L'au-delà du CIP - p.4 : L'Haberer et ses enfants prodiges - Plouf - p.5 : Berlusconi en Europe - p.6/7 : Les Politocrates - p.8 : Paroles de militant - Un archiduc pour l'Europe - p.9 : Voltaire et sa royauté - p.10 : La liste de Schindler - Chroniques - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Berlusconi et nous.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500 F)*

(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Plouf

L'Haberer et ses enfants prodigues

Qu'est-ce qui a changé depuis que Michel Rocard tient les rênes du Parti socialiste ? On ne sait. Pas plus de *big* que de *bang* dans le pays, mais des phénomènes classiques de (léger) rééquilibrage aux cantonales. Et pas de changements révolutionnaires dans le fonctionnement interne du parti, comme le montrent la publication de la liste socialiste pour les européennes et les discussions qui l'ont précédée.

Résumons. Il n'y a plus de courants, mais les conflits entre les rocardiens, les jospinistes, les fabiusiens, les mauroyistes, les poperénistes (j'en oublie) demeurent acharnés. Cela donne l'habituel panachage d'apparatchikis, qui réduit la liste socialiste à l'état de feuille de placement pour militants nécessiteux.

Il y a une immense volonté de réforme, qui se traduit pas la parité hommes-femmes. Mais l'application de la nouvelle règle a entraîné des bizarreries : par exemple l'arrivée à la 12^e place d'une certaine Pervenche Bérès, alors qu'Élisabeth Guigou, ancien ministre des Affaires européennes, a failli être éliminée.

Il y a une immense volonté d'ouverture, marquée par l'arrivée de Bernard Kouchner à la suite de calculs minables : Kouchner a annoncé qu'il allait faire une liste, a déclaré à Sarajevo encore sous les bombes que cette liste s'appellerait « Sarajevo », puis a négocié à peu près sa troisième place avec un Rocard trop heureux de récupérer une personnalité aussi médiatique. Fin de la référence à la société civile. Fin de Kouchner qui a pris la guerre civile yougoslave pour toile de fond d'une manipulation d'appareil.

Ils se moquent du monde. Ils n'auront pas nos voix.

Sylvie FERNOY

Déjà peu en prise avec la réalité, les banquiers sont entrés dans l'ère de l'indécence. Il faut bien l'avouer, perdre un milliard ce peut être de la malchance, en perdre vingt-six c'est à coup sûr de la négligence.

Enfin vient d'être rendu public, ce que *Le Point* nomme le « scandale bancaire du siècle ». Pour beaucoup cela n'a rien d'une nouvelle, et on peut affirmer que, sauf étouffement précoce, nous allons en apprendre encore de plus belles. Que les clients des autres banques cessent de ricaner, leur tour viendra.

Bien évidemment, un tel trou n'est pas le fruit du hasard. M. Haberer et son état-major ont accumulé les bêtises et les boulettes avec un tel entrain que l'on finit par se demander si ces gens sont idiots ou malhonnêtes. Contrairement à ce que beaucoup pensent, la première hypothèse semble la bonne. Démonstration en prenant deux exemples.

Imaginez un homme d'affaires italien à la réputation sulfureuse, déjà mouillé dans un certain nombre d'affaires brumeuses. A priori vous ne lui feriez pas confiance, surtout pas lorsqu'il vous présente un projet démesuré. Eh bien le Lyonnais ne s'est pas posé ce genre de question et a aidé monsieur Parreti, aujourd'hui inculpé en Italie, à s'emparer au prix fort de la M.G.M., ni plus ni moins. L'affaire a capoté. Perte sèche pour la banque sept milliards de francs.

Prenons maintenant un marché en pleine expansion. L'immobilier d'entreprise à la fin des années quatre-vingt. Ça marche, et ça marche même très bien. Si bien que l'on rencontre des pratiques rien que bizarres. Jugez-en. Le bon sens laisserait à penser qu'un promoteur emprunte à un banquier de quoi construire un immeuble qui trouvera vendeur sitôt le dernier coup de peinture donné. Encore une fois

votre bon sens vous égare. Cela ne se passe pas comme ça du tout. Prenez un projet sur plan. Achetez-le. Pas besoin de donner le moindre coup de truelle puisqu'un confrère vous le rachète vous procurant un bénéfice substantiel. Et l'opération se répète plusieurs fois puisque les investisseurs, qui paient environ vingt pour cent de plus à chaque fois, sont sûrs de vendre. A cette époque, en effet, la reprise très nette



Le siège du Crédit Lyonnais.

qui s'amorçait maintenant une demande fort soutenue. On a vu des projets changer ainsi vingt fois de propriétaire sans être jamais construits. Cela explique la hausse vertigineuse des prix de l'immobilier en peu de temps. Dans cette valse le Crédit Lyonnais a fait plus qu'accompagner l'orchestre, il en a été l'un des compositeurs, en prêtant à tort et à travers, au premier venu, des sommes colossales, en tout environ vingt milliards de petites sèmeuses en cupro-nickel.

Vous vous dites que cela ne peut pas durer et qu'il va se passer quelque chose, mais jamais le moindre doute n'a effleuré Haberer et ses

semblables, pourtant nantis d'une armée d'experts qui, soit n'y connaissent rien, soit sont trop carriéristes pour risquer de démontrer à leurs patrons qu'ils prennent des risques par trop inconsidérés.

Pourtant des signes étaient là qui donnaient à penser que les beaux jours s'achevaient et que le temps n'allait pas tarder à se couvrir. Et c'est arrivé. A la croissance a succédé le marasme puis la récession.

L'immobilier d'entreprise s'est effondré, et il n'est qu'à voir les panonceaux annonçant que des surfaces parfois ridiculement petites sont à louer et ne trouvent pas preneur pour comprendre l'ampleur du désastre. Le temps des vaches maigres est arrivé. La chasse aux frais généraux aidant, bon nombre de sociétés se sont rendu compte que les loyers démentiels qu'elles payaient n'étaient plus supportables et ont quitté en masse la capitale pour aller vers des cieux moins onéreux.

M. Haberer s'est donc retrouvé avec des créances douteuses qui ne seront jamais remboursées, et certaines de ses filiales sont au bord du dépôt de bilan. Le Lyonnais étant sur la liste des privatisables, le gouvernement a tenté de tripatouiller les comptes en créant une filiale chargée de racheter les créances douteuses de la banque pour que le paquet soit plus présentable aux chers clients.

Avouez que cela peut faire sourire. Et encore une fois vous avez tort, parce que cette gabegie c'est vous qui en ferez les frais, et deux fois si vous êtes client du Lyonnais. Avouez que c'est moins drôle vu comme cela. Et ce n'est pas fini, on pourrait encore beaucoup en raconter mais, comme disait le lion de dessin animé de mon enfance, ceci est une autre histoire.

Pascal BEAUCHER

Forza Italia

Berlusconi en Europe

Les élections italiennes rendent tout à fait irréelles les élections européennes du 12 juin prochain.

L'Europe démocrate-chrétienne a vécu. On le savait mais la présence d'un groupe parlementaire important à Strasbourg, celle de Delors à la tête de la Commission de Bruxelles, et de Kohl à la chancellerie allemande faisaient illusion. Un pays surtout, l'Italie, avait joué son avenir politique sur l'Europe. D'abord parce que cette Europe a pu être qualifiée de « vaticane », ensuite parce que l'option européenne était la seule à fournir une cohérence au jeu politique intérieur italien auquel elle servait d'exutoire. Les élections législatives des 27-28 mars ont non seulement entériné la disparition de la démocratie-chrétienne et de l'influence politique du Vatican dans la péninsule mais surtout la fin de ce thème européen prioritaire.

Les Italiens se sont rassemblés, ont fait corps pour la première fois autour d'un projet « national », autour de l'Italie : « *Forza Italia* » (1). Cela explique notamment le coup d'arrêt très net au progrès des ligues. Rome s'est donné au Milanais. Umberto Bossi (2), qui se voulait le Franz Josef Strauss de l'Italie, n'a pas vu que la CSU est en train de s'effondrer en Bavière, entraînant le dernier particularisme allemand à l'heure de l'unification politique de toute l'Allemagne.

Ce projet qui renationalise l'Italie, il ne faudrait pas le réduire à une simple affaire de droite contre gauche. Quand on écrit que c'est la gauche européenne qui perd, l'adjectif européen est plus déterminant que le terme de gauche. Comme pour la droite, on peut tout aussi bien écrire qu'une gauche l'emporte contre une autre. La victoire de Berlusconi c'est en effet tout autant sinon d'abord la revanche de Craxi contre le PCI. Une certaine gauche aurait pu capitaliser sur cet effet dont le *cavaliere* a tiré profit. Le PDS (3) n'y a pas réussi non seulement parce qu'il n'a pas su se dégager des vieux communis-tes de *Rifondazione Commu-*

nista (4) mais aussi parce qu'il a fait outrancièrement le choix de l'Europe actuelle : Ochetto est allé s'introniser à Bruxelles auprès de l'Otan et de la Communauté, à Wall Street et à la City. Il a présenté comme candidat à Rome le ministre du Budget - l'incarnation de la rigueur. Il a assuré qu'il maintiendrait l'ex-gouverneur de la Banque Centrale, Ciampi, à la tête du gouvernement. C'est-à-dire qu'il a joué, comme Gonzales à Madrid et Bérégovoy à Paris (mais aussi comme Balladur), le jeu de la convergence et de la monnaie unique, le jeu de la Bundesbank et de Delors.

C'est ce programme-là qui a été censuré par les électeurs de *Forza Italia*. Ils lui ont préféré celui de la relance au risque de l'inflation et de l'endettement (modèle de développement de FININVEST, le holding de Berlusconi), celui de la sortie du « serpent » monétaire de la lire comme de la livre britannique, celui du « nationalisme économique » d'un Clinton. Ils lui ont préféré également l'agressivité commerciale des grands groupes industriels et financiers qui, s'ils véhiculent une idéologie capitaliste du marché international n'en sont pas moins des nœuds durs nationaux. Ceci jusqu'à l'identification finale incarnée par Berlusconi, toute considération morale mise à part.

A l'encontre d'une homogénéisation progressive de la vie politique européenne à laquelle auraient dû contribuer les élections du parlement Européen, celles-ci sont demeurées les sous-produits des appareils politiques nationaux, dans une logique proportionnaliste. Un phénomène comme « *Forza Italia* » sera encore plus difficile à classer sur les bancs de Strasbourg que le parti Tory, le néo-gaullisme ou le post-franquisme. Les spécificités nationales gagnent sur les idéologies transnationales comme « la gauche européenne », la démocratie-chrétienne, voire même le libéralisme européen. Ce qui empêche de généraliser a priori les évolutions qui se

manifestent dans l'un ou l'autre pays en faveur de la droite ou de la gauche, de l'alternance ou de la continuité, selon le pouvoir en place.

Les pays qui n'ont pas tenu de référendum sur Maastricht n'éluderont pas les rendez-vous électoraux sur l'Europe. Il est anormal que le scrutin européen du 12 juin n'en soit pas le cadre naturel, ni l'Assemblée de Strasbourg, l'organe de délibération approprié. Or ce sont, en fait, les élections nationales, où tous les enjeux sont mêlés, qui en décident. Qui en décide à hue et à dia, aujourd'hui en Italie, bientôt en Allemagne, peut-être en Angleterre où Major est le plus impopulaire des premiers ministres depuis Anthony Eden. S'il en va ainsi, la question risque de rebondir en France contre la commune volonté des appareils d'oublier Maastricht. Le référendum d'octobre 1992 aura eu pour effet de débarrasser le terrain électoral des clivages européens qui bousculaient l'unité des partis et leur rivalité traditionnelle pour le pouvoir. L'effet a été atteint. Mais l'évolution chez nos voisins transalpins ouvre une brèche dans le conformisme ambiant. Elle provoque Delors bientôt déchargé de la présidence de la Commission. Elle défie la cohabitation. Certes l'Italie n'est pas la France, les raisons qui poussent au changement, sinon à l'aventure là-bas, sont opposées à celles qui favorisent ici comme en Allemagne et en Angleterre la continuité, voire le conservatisme social. Mais le coup porté à l'Europe risque de la rendre encore plus difficile à vivre et de nous isoler davantage dans notre volonté d'Europe politique.

De l'urgence de remettre la construction européenne sur ses pieds au lieu qu'elle marche sur la tête.

Yves LA MARCK

- (1) Littéralement : « Vas-y l'Italie ! », mouvement créé au début de cette année par Silvio Berlusconi.
- (2) Un des chefs de Ligue du Nord qui prône l'autonomie des provinces du Nord.
- (3) Parti Démocratique de la Gauche (l'ancien parti communiste converti à la social-démocratie).
- (4) Minorité qui n'a pas voulu prendre le tournant social démocrate à la dissolution du PCI en 1991.

BRÈVES

♦ **GRECE** : A peine revenus au pouvoir, les socialistes de Papandréou n'ont pas perdu de temps pour s'attaquer à la famille royale grecque. Un projet de loi privant l'ancien roi Constantin II de Grèce et sa famille de leur nationalité et confiscant leur fortune immobilière a été déposé vendredi 1^{er} avril au parlement d'Athènes par le Ministre des Finances, Alexandros Papadopoulos. Aux termes de ce projet, les passeports grecs de l'ex-roi, de la reine Anne-Marie et de leurs cinq enfants sont déclarés non-valides. Le Premier Ministre Andréas Papandréou a déclaré que cette décision a été prise à la suite de l'attitude de l'ancien roi qui a « porté atteinte aux institutions » par sa visite en Grèce, l'été dernier. Celle-ci avait provoqué alors un tollé dans les milieux de l'opposition communiste et socialiste, aujourd'hui au pouvoir. Toutefois, a-t-il ajouté, si le roi faisait une déclaration reconnaissant clairement la Constitution, « il pourrait bénéficier d'un passeport » dans l'avenir. Le projet de loi prévoit en outre la nationalisation de la fortune royale. Le palais de Tatoi et les terres de Polydendri seraient nationalisées et dépendraient du Ministère de l'Agriculture. Quant à la résidence d'été de Corfou, la villa Mon Repos, elle serait prise en charge par la municipalité.

♦ **ROUMANIE** : Le roi Michel 1^{er} et la reine Anne de Roumanie étaient à Paris avec leurs filles pour assister aux obsèques du dramaturge Eugène Ionesco dans l'église orthodoxe roumaine des saints-Archanges. On se souvient que lors du renversement du président Ceausescu, l'auteur de *La Cantatrice Chauve* et du *Rhinocéros* avait pris fait et cause pour la restauration de la monarchie dans son pays, apportant tout son soutien au roi et à l'action menée en sa faveur par Donéa Cornéa.

♦ **ESPAGNE** : Une messe de requiem a été dite mercredi 6 avril en la chapelle du palais royal de Madrid un an après la disparition du comte de Barcelone, en présence de toute la famille royale - à l'exception de l'infant Felipe, qui poursuit ses études aux États-Unis - des membres du gouvernement, des corps constitués, des membres de la Cour et du corps diplomatique.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Selon un sondage réalisé pour une émission de la BBC-Télévision, la princesse Anne d'Angleterre serait élue présidente de Grande-Bretagne si le pays devenait une république. Avec 32 % d'opinions favorables la fille de la reine Elizabeth arrive en tête d'une liste de personnalités, devançant largement l'ancien Premier Ministre Margaret Thatcher (16 %) ou le *speaker* du Parlement Mme Betty Boothroyd (11 %). Toujours selon le sondage, réalisé par l'institut Gallup, 25 % des personnes interrogées pensent que la monarchie existera toujours dans cent ans, 36 % qu'elle survivra 50 ans et 60 % estiment qu'elle connaîtra encore 25 ans d'existence. Mais 58 % souhaitent cependant que le prince Charles succède à la reine Elizabeth et seulement 25 % voudraient que leur prochain chef d'État soit élu.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Si l'on en croit la rumeur publique, le prince Edward, benjamin des enfants de la reine et seul à être encore célibataire, pourrait convoier à l'été prochain. La presse britannique annonce en effet que son idylle avec Sophie Rhys-Jones - invitée par la reine à fêter Pâques au château royal de Sandringham - pourrait aboutir à un mariage en juillet ou en août de cette année.

Les politocrates

● **Royaliste :** En décidant de faire ce livre ensemble, quelle était votre intention ?

François Bazin : Nous avons voulu montrer comment fonctionne le système politique français et, du même coup, montrer pourquoi il ne fonctionne plus. Autrement dit, en ouvrant le capot pour examiner l'état du moteur, nous pensons que le lecteur comprendra de lui-même pourquoi il y a des ratés.

● **Royaliste :** Pourquoi parler de « politocrates », plutôt que de classe politique ?

François Bazin : La classe politique renvoie à l'idée d'oligarchie, qui n'est pas fautive mais que nous avons voulu préciser : cette oligarchie ressemble à une sphère, elle est fermée aux influences extérieures et décloisonnée à l'intérieur : les frontières qui existaient dans le milieu oligarchique ont disparu et la politocratie permet une libre circulation en son sein. L'arrivée d'Édouard Balladur à Matignon est une illustration de ce que je dis puisque nous avons vu après les élections de mars 1993 le nouveau gouvernement reprendre la politique de Pierre Bérégovoy, en ce qui concerne l'Europe, l'Allemagne, le Franc. Cette continuité dans la gestion est marquée par des mouvements de colère (les infirmières, les routiers, etc.) qui montrent que notre société n'a plus d'amortisseurs.

● **Royaliste :** C'est-à-dire ?

Joseph Macé-Scaron : Il faut utiliser la vieille notion de « corps intermédiaires » en la débarrassant de ses connotations idéologiques. Dans notre société démocratique, des institutions et des organisations qui ne ressemblaient guère aux anciennes corporations jouaient un rôle de médiateurs entre le pouvoir politique et les citoyens : l'Assemblée nationale, les partis, les collectivités décentralisées. Or ces structures ont quasiment disparu.

● **Royaliste :** Pour quelles raisons ?

Joseph Macé-Scaron : Pendant vingt ans, on a pensé que la Ve République allait rationaliser la vie politique et que nous aurions deux grands blocs comme dans les pays anglo-saxons - d'un côté un parti libéral-conservateur, de l'autre un parti social-réformiste - qui alterneraient tranquillement dans l'exercice du pouvoir. Cette alternance n'a pas eu lieu. On a alors voulu nous convaincre que la rationalisation se ferait avec quatre partis - ceci avant la chute brutale du Parti communiste. En fait, la Ve République aboutit aujourd'hui à la fragmentation de la vie politique.

Prenons l'exemple de l'Assemblée nationale. On a calculé que lorsque la majorité est différente à l'Assemblée et au Sénat, les trois cinquièmes des lois modifiées le sont par le Sénat, et lorsque les majorités coïncident, les modifications sont faites à 95 ou 100 % par le Sénat. Être député aujourd'hui, ce n'est plus exercer un contre-pouvoir, et l'Assemblée n'est plus un passage obligé vers le pouvoir. Certains de ceux qui sont élus ne mettent d'ailleurs jamais les pieds dans l'hémicycle - par exemple François Létard et Bernard Tapie pendant la précédente législature. D'autres, qui n'ont jamais été élus, comme Bernard Kouchner et Martine Aubry, jouent un rôle de premier plan. Seules quelques présidences de Commissions (Affaires étrangères, Affaires économiques) sont utilisées comme des tremplins : les autres sont plutôt considérées comme des voies de garage. En somme, un homme politique qui est député a intérêt à ne pas être parlementaire - car en travaillant au Parlement il risque de perdre son temps et de ne pas entrer dans le cercle de l'élite politique - ce que nous appelons la *partitocratie*.

Le deuxième corps intermédiaire qui jouait un rôle majeur dans la vie démocratique était constitué par les

partis politiques. Ce sont maintenant des coquilles vides. En 1969, le centriste Jacques Duhamel, qui avait pressenti le phénomène, disait par boutade que son rêve serait de diriger un parti sans militants, sans cadres, et seulement composé de ministres. C'est en gros ce qui est en train de se passer. Les partis politiques ne sélectionnent plus les candidats aux élections, ils n'élaboreront plus les programmes politiques : ils deviennent au mieux un endroit où il faut être, à cause des réseaux dont nous parlerons plus loin. Le modèle du parti efficace a été donné par la Convention des Institutions républicaines de François Mitterrand, que chacun cherche à imiter aujourd'hui. En fait, le parti est une écurie présidentielle - tant il est vrai qu'on ne se contente plus d'être un bon député, ou un grand ministre des Affaires étrangères : il

n'y a de carrière réussie que si elle se termine à l'Élysée. Toute la vie politique tourne autour de cette ambition réservée à quelques uns, et dont les partis ne sont que les instruments. Regardez Michel Rocard, qui agit de la même manière que Laurent Fabius : il s'est installé à la tête du P.S. en y transférant son cabinet de Premier ministre et il a transformé son parti en gouvernement : vous savez que le vrai numéro 2 de l'appareil socialiste est Jean-Paul Huchon, qui fut le directeur de cabinet de Rocard à Matignon. Plus généralement, tous ceux qui veulent aller très vite dans la carrière politique (Tapie, Lalonde etc.) créent leur parti ou investissent une petite formation : toutes ces petites structures s'installent boulevard Saint Germain, disposent des mêmes permanents, et utilisent le même conseiller en communication.

● **Royaliste :** Vous n'exagérez pas un peu ?

Joseph Macé-Scaron : Pas du tout. À l'automne, tout l'argumentaire sur les 32 heures a été rédigé par le cabinet Arthur Andersen, qui fournit aussi bien la gauche que la droite. Comme nous le disions tout à l'heure, il n'y a plus de frontières à l'intérieur de la partitocratie. Je connais quelqu'un qui a travaillé comme expert du P.S., puis dans le club de Jacques Delors, puis chez Michel Giraud, et qui est entré récemment chez Arthur Andersen...

François Bazin : Mais si le système politique se réduisait à cela, il exploserait sous l'effet du choc des ambitions rivales. Il faut donc qu'il y ait du liant, non pas pour rétablir un courant quelconque entre l'élite politique et les citoyens, mais pour que la vie continue à l'intérieur de la sphère politocratique. Le liant est constitué par les réseaux. La politocratie c'est la Quatrième à l'intérieur de la Cinquième : nous avons tout le système politique mis en place à partir de 1958 et l'ambition présidentielle dont Joseph parlait, mais aussi les réseaux de la IV^e République qui sont nécessaires pour éviter l'explosion.

● **Royaliste :** Quels sont, précisément, ces réseaux ? Tout de même pas la franc-maçonnerie ?

François Bazin : Eh si ! Nous pensions la retrouver à l'état de trace dans quelques mutuelles, au Parti radical, dans deux ou trois vieilles fédérations du Parti socialiste... Or il faut bien constater que le réseau franc-maçon est en pleine résurgence à gauche comme à droite. La direction rocardienne est à forte composante maçonnique et la F.M. compte beaucoup aux yeux de la jeune génération socialiste : elle lui offre un lieu de rencontre et de discussion qui compense l'état de dysfonctionnement et d'éparpillement dans lequel se trouve le P.S. À droite aussi, la franc-maçonnerie joue un rôle : on l'a vu lorsque le

RPR Alain Devaquet a succédé à Roger Leray (ancien Grand Maître du Grand Orient) à la tête de la loge très politique que ce dernier avait constituée. La franc-maçonnerie n'est donc plus un réseau de pouvoir : elle permet de se connaître et de se reconnaître et de régler par conséquent les problèmes à l'amiable.

Joseph Macé-Scaron : Il existe aussi des réseaux catholiques, plus affirmés que par le passé. François Létard, Charles Millon, François Bayrou ne fonctionnent pas encore en réseau, mais ils n'hésitent pas à afficher leur conviction religieuse dans l'action politique - comme d'ailleurs Édouard Balladur.

François Bazin : Dans le milieu catholique, il n'y a pas encore réseau de pouvoir, mais on peut déjà parler de réseau de connivence. Notez aussi que le père de la Morandais a été chargé par le cardinal Lustiger de faire la liaison entre l'Église et le milieu politique. Il y a quelques années, une telle nomination aurait provoqué des remous : seul Henri Emmanuelli a protesté en lui refusant une carte d'entrée permanente à l'Assemblée.

Joseph Macé-Scaron : A ces réseaux classiques, il faut ajouter des créations plus récentes, notamment *Le Siècle* qui a eu une influence très importante sous la IV^e République et qui s'est renouvelé en s'ouvrant aux femmes, aux journalistes et même aux communistes. Toute l'élite politico-économique se retrouve aux dîners du *Siècle*. D'autres clubs se sont constitués sur ce modèle, notamment le club Vauban de Simone Veil et la fondation Saint Simon animée par Pierre Rosanvallon qui exerce une influence certaine dans le domaine médiatique et qui a soutenu des hommes politiques comme Delebarre, Strauss-Khan et maintenant Martine Aubry. À l'origine, Saint-Simon était orienté au centre gauche, c'est maintenant une agence de placement.

● **Royaliste :** Qu'entendez-vous par « nouveaux féodaux » ?

François Bazin : L'expression est apparue au début des années quatre-vingt, et le « concept » a connu une grande fortune avec la décentralisation. La province devait renouveler la vie politique en profondeur : c'est Carignon qui prend Grenoble, Baudis à Toulouse, Delebarre à Dunkerque, Noir à Lyon...

Nous avons voulu observer cette réalité. La « vieille » féodalité avait un côté « Sam suffit » : Guichard, Marcellin gèrent leur fief chez eux et ne montent à Paris que pour obtenir des subventions. La jeune génération considère le pouvoir local comme un tremplin vers Paris. Le fief n'est plus qu'une vitrine : en montrant qu'il peut gérer une grande ville, un conseil général ou une région, le nouveau féodal entend prouver qu'il est capable de gérer la France. Cette idée a été confortée par l'élection de Clinton : le gouverneur de l'Arkansas est devenu président des États-Unis.

Joseph Macé-Scaron : Il faut ajouter que ces nouveaux féodaux gèrent leur domaine sur le modèle étatique : même structure de direction (le cabinet), création d'un parti du maire (noiriste, vigouriste), popularité du référendum municipal... Le modèle décentralisé, qui devait créer de la lisibilité, est recouvert par une structure d'autorité qui crée du brouillage, de la dilution des responsabilités, de la corruption.

L'Assemblée joue un rôle tenu, les partis politiques ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes, les collectivités décentralisées sont des imitations du gouvernement central. Tels sont les trois principaux facteurs qui expliquent selon nous la crise du système politique français.

Propos recueillis
par B. La Richardais

**LES
POLITOCRATES**
vie, mœurs et coutumes
de la classe politique

par François Bazin
et Joseph Macé-Scaron

Prix *Démocraties* 1993 du
meilleur livre politique de
l'année

♦ Édition du Seuil - prix franco
138 F

♦ Réédité en collection Points -
prix franco 60 F



♦ L'Assemblée n'est plus un passage obligé vers le pouvoir...

Paroles de militant

Qu'est-ce qu'un militant ? A cette question, il n'est pas de meilleure réponse que d'inviter le lecteur à se reporter aux entretiens accordés par Jacques Dauer à Stéphane Giocanti, leur somme venant de paraître sous le titre emblématique « *Le Hussard du Général* ».

Le nom de Jacques Dauer n'est guère connu du grand public. C'est que ce gaulliste de la première heure, fidèle même au plus sombre de « la traversée du désert », n'est jamais devenu ministre ou député. Non point que par quelque désir de mortification, il ait décidé par avance de renoncer aux honneurs, mais simplement - la simplicité d'une ferme conviction - parce qu'il estimait que l'on n'avait pas à sacrifier son idéal à son ambition. Au reste, que vaut une ambition qui ne sert aucun idéal ? Jacques Dauer, un franc sourire illuminant son visage de vivant, nous répondrait sans doute que pour savoir, il suffit d'observer ceux qu'il appelle les « sarcoschtroumpfs », ectoplasmes gominés qui font de la politique comme on fait une carrière.



Gaulliste, Jacques Dauer méprise ces « jean-foutre » qui ne pensent qu'à leurs petits avantages. Lui combat pour l'Indépendance nationale et la Réforme sociale, et quoi qu'en disent les cyniques, ça a quand même une autre gueule. Il accepte l'étiquette de gaulliste de gauche, mais c'est du bout des lèvres, parce qu'il pense que le gaullisme ne peut être de droite. Le militantisme, c'est savoir servir sans vouloir se servir. S'engager, c'est se mettre au service de la cause que l'on croit juste - une certaine idée de la France - sans pourtant abdiquer sa propre liberté. Tempérament fougueux, presque anarchiste, Jacques Dauer le rappelle justement : le militant n'est

pas un militaire, il n'agit pas contre sa volonté, même s'il se prépare au sacrifice. Vade-mecum du militant, « *Le hussard du Général* » est aussi un livre d'histoire... et d'histoires. Jacques Dauer y raconte comment les Jeunes du RPF ont maintenu vivante la flamme du gaullisme alors que les politiciens de la IV^e avaient déjà enterré le Général. Parfois embarrassé, il s'explique sur les agissements du MPC (Mouvement pour la Communauté) pendant la guerre d'Algérie : *Barbouzes or not barbouzes ?* Et il nous montre comment le Front du Progrès a essayé de défendre la part sociale du gaullisme en un temps où triomphait le conservatisme pompidolien.

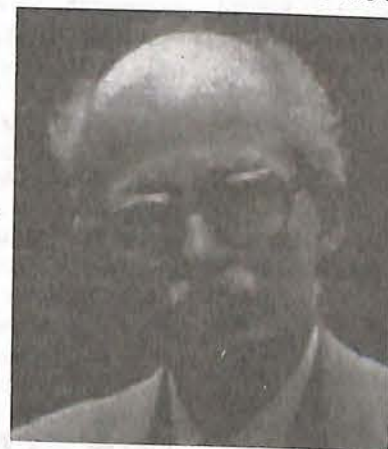
Jacques Dauer - « *Le Hussard du Général* » - Entretiens avec Stéphane Giocanti. Préface de Jean Charlot. Édition de La Table Ronde. 290 p. Prix franco 110 F.

Patrick PIERRAN

Un archiduc pour l'Europe

A quatre-vingt-deux ans, le fils du dernier empereur d'Autriche-Hongrie, député européen, a la satisfaction d'assister au retour de l'Histoire qui, pour lui, est l'histoire de sa vie.

Non, qu'il se soit contenté d'en être le spectateur. A 26 ans, il propose au chancelier Schuschnigg de prendre sa place face aux nazis qui baptiseront l'Anschluss « opération Otto » (Otto de Habsbourg). On apprend encore en passant comment il obtint des dictateurs cubain, Batista, et dominicain, Trujillo, 4 500 visa pour des juifs, comment il convainquit Roosevelt de ne pas occuper l'Autriche, mais ne put empêcher l'expulsion des Allemands des Sudètes voulue par Benes et regrettée par Vaclav Havel, comment enfin il ouvrit, le 19 août 1989, la première brèche dans le rideau de fer en permettant aux Allemands de l'Est de rejoindre l'Ouest via la Hongrie et l'Autriche lors d'une fête paneuropéenne qu'il organisa à Sopron, près de la frontière austro-hongroise.



Parfois décrié comme un homme de droite, parce qu'il fut anti-communiste et ami de Franz Josef Strauss (qui porte les prénoms de l'Empereur, François-Joseph), en France depuis le renversement des alliances et la Révolution française, parce qu'héritier des Habsbourg, il n'a pas cessé de poursuivre le rêve d'une Europe supranationale parce que multiculturelle. Le désastre de l'ex-Yougoslavie replace au centre du conflit les anciennes marches de l'Empire (Krajina) dont il reconstitue les frontières multiséculaires. N'est-ce pas le projet de l'archiduc François-Ferdinand, son oncle,

avant d'être assassiné à Sarajevo, de créer un troisième pôle dans la double monarchie pour les Slaves du sud, le projet aussi de l'Empereur Charles, son père, de fédéraliser l'Empire, que sont en train de réinventer les Américains avec la fédération croato-musulmane dans le cadre d'une confédération entre la

Croatie et la Bosnie ? Entre une Union européenne qui se cherche et une Europe centrale qui se réforme, les solutions de la double monarchie, impériale (l'Europe) et royale (la Hongrie), sont à découvrir. S'il a dû renoncer à la couronne pour pouvoir rentrer dans son pays en 1966 (!), s'il a décliné les offres de trois partis hongrois en 1991 de se présenter à la présidence, il aurait aimé exercer les fonctions de ministre des Affaires étrangères : « *J'éprouve l'envie de rectifier certaines fautes que l'on commet en politique internationale et en politique européenne* ». Dans la ligne de Metternich et non dans celle d'un Genscher ou d'un Kinkel, « *des hommes dont on n'ose pas prononcer les noms quand on a dit Metternich et Bismarck* ». Autant dire le président idéal d'une confédération européenne, du Congrès de l'Europe, ou auparavant de l'empire électif qui mit le pied à l'étrier à la maison d'Autriche.

Y. L. M.

Otto de Habsbourg « *Mémoires d'Europe* » entretiens avec Jean-Paul Pica-per, préface d'Alain Lamassoure. Critérium. Prix franco : 120 F.

Voltaire et sa royauté

Voltaire a ses dévots et ses adversaires, mais nul ne doute qu'il ne constitue un extraordinaire monument de notre passé. Pour certains, il n'est pas loin même d'incarner l'esprit français, dans son alacrité mais aussi sa légèreté, dans sa mesure toute rationnelle mais aussi son scepticisme. Certes, il a pu susciter l'hostilité. Chateaubriand ne l'épargne guère, et le « hideux sourire » dont l'affuble Musset est significatif d'une lutte qu'il symbolise à sa façon. Voltaire anticlérical n'est pas un mythe. Le tout est de savoir si la postérité décrite par Flaubert dans le pharmacien Homais, cet immortel nigaud, est vraiment légitime. Sollers en doute, tout prêt à rallier le militant d'« écrasons l'infâme » à son combat papiste. La difficulté avec cet étrange bonhomme, c'est qu'on n'est jamais tout à fait sûr de le trouver là où on le croit. Rien ne lui était plus cher que sa liberté et l'enrôler sous une bannière idéologique c'est, à tout coup, le trahir.

Reste qu'il avait bien quelques idées sur l'homme et son bonheur et qu'il y tenait singulièrement. C'est pourquoi on le voit disputer sérieusement, contre Pascal, la possibilité d'un art de vivre ici-bas. Cet art, n'en fut-il pas le témoin, dans le chatolement d'un siècle, celui de Louis XV, larmes et sourires mêlés, au nom d'une grâce qui n'est certes pas celle de l'auteur des *Provinciales*. Car Sirey ou Ferney, ce n'est pas Port Royal. Quelle idée pouvait-il avoir de la religion du grand Arnaud, lui dont le frère, son contraire absolu, était janséniste de l'espèce fanatique, voire convulsionnaire ? Mais ce débat qu'il a avec Pascal dans son premier ouvrage de fond, ces *Lettres philosophiques* vaut d'être retenu, car l'auteur y définit, selon la juste expression de René Pommeau la philosophie « *qui est en train de naître dans l'Europe de son temps* ». Tournant le dos à la foi d'hier, il dessinerait la cité future, celle de la conquête technicienne et de l'organisation sociale. Il est vrai que le pessimisme extrême de Pascal semble légitimer une sorte de désintérêt pour ici-bas et ses injustices. Surtout, Voltaire s'insurge contre l'accusation de divertissement lancée contre les hommes qui veulent échapper à eux-mêmes. « *L'homme est né pour l'action, comme le feu tend en haut et la pierre en bas. N'être point occupé et n'exister pas est la même chose pour l'homme. Toute la différence consiste dans les occupations douces ou tumultueuses, dangereuses ou utiles* ». N'est-ce pas le bon sens ? Critique pertinente, de Pascal, dit encore René Pommeau : « *Voltaire ne fut sans doute pas un philosophe profond. Mais il se révèle un philosophe pertinent* ». Le débat vaut d'être prolongé, car il peut permettre de délimiter à la fois le génie et les lacunes du penseur.

Car il y a bien des lacunes et même des faiblesses graves chez l'écrivain. Comment expliquer, par exemple, que celui qui espérait plus que tout devenir le Racine de son temps, ait été incapable d'écrire autre chose que des tragédies ennuyeuses à mourir ? Comment ce versificateur agréable a-t-il toujours manqué la poésie ? Justement la polémique avec Pascal nous révèle le secret de cette radicale sécheresse : « *On sait très bien en quoi consiste l'objet de la poésie ; il consiste à peindre avec force, netteté, délicatesse et harmonie ; la poésie est l'éloquence harmonieuse* ». Avec ce genre de théorie, comment s'étonner que ce traducteur de Shakespeare ait été radicalement étranger à ce qu'il traduisait ? La différence décisive avec Pascal est insurmontable parce qu'il ne voit pas les abîmes qui sont ceux de l'humanité et que son idée de l'homme, toute prosaïque, est incapable de faire passer une once de tragique et de métaphysique. Il y a chez ce grand esprit, un côté incurablement Monsieur Jourdain. Comment aurait-il pu même entrer dans la dialectique de l'apologie de Pascal ?

C'est un paradoxe pour ce non-conformiste né et ce « seigneur de l'intelligence » (Nietzsche). Son génie était d'un autre ordre. Rien ne l'insupportait plus que l'intolérance et le sentiment de supériorité conféré par une certitude religieuse. « *Qu'est-ce que la tolérance ? C'est l'apanage de l'humanité. Nous sommes pétris de faiblesses et d'erreurs ; pardonnons-nous réciproquement nos sottises, c'est la première loi de la*

nature » (*Dictionnaire philosophique*). De là son aversion pour une religion universaliste à laquelle il oppose le tableau idyllique de Londres aux trente religions ou encore l'exemple moins riant de la Sublime Porte : « *Voyez le Grand Turc : il gouverne des guébrs, des banians, des chrétiens grecs, des nestoriens, des romains. Le premier qui veut exciter du tumulte est empalé, et tout le monde est tranquille* ». La note d'ironie ne manque jamais, chez l'observateur qui sait la relativité des choses et l'éclaire toujours d'un sourire, fût-il un peu grinçant. C'est le secret de l'incomparable conteur. C'est pourquoi, on lui doit beaucoup d'indulgence, y compris lorsqu'il touche à des domaines où il n'entend rien. Cet homme de peu de foi appelle à l'humilité de la foi. Ce n'est pas si mal.

Mais il est un autre aspect fondamental du personnage qui mérite examen, c'est celui du style nouveau de royauté qu'il instaura. Pour le mettre en évidence, il conviendrait sans doute de mettre en lumière sa philosophie politique, en affirmant d'abord que Voltaire était le contraire d'un révolutionnaire. On peut s'interroger à juste titre sur ce qu'aurait été son attitude durant la Révolution française s'il avait survécu de plus d'une décennie. Rien n'annonce en lui un farouche jacobin. Pourquoi ne pas l'imaginer rejoignant Rivarol dans son exil, aussi éloigné du parti des immigrés que des enragés de Paris ? Il ne faut tout de même pas oublier qu'à son retour final dans la capitale pour le triomphe d'Irène, il n'a qu'un désir : être reçu par Louis XVI à Versailles. « *Tous ses amis, écrit Jean Orieux, dans sa belle biographie, le décourageaient de cette lubie... Mais à ses yeux sa gloire n'était qu'une batarde parce que le roi de France ne l'avait pas reconnue* ». Et pourtant cette gloire était éclatante, elle reposait sur une royauté que Voltaire s'était forgée en établissant la légitimité d'une autorité nouvelle. Celle qui sera, à son exemple, propre aux « intellectuels » et que Sartre a peut-être incarné pour une part en ce siècle, encore que ses titres de légitimité soient beaucoup moins incontestables que ceux du héros de l'affaire Calas.

Pour se rendre compte du chemin parcouru, il faut se rappeler le jeune impertinent des débuts qui se fait embastiller pour avoir écrit du Régent des choses pas convenables. Mieux encore, l'écrivain qui s'est fait humilier par un Rohan, parce qu'il avait eu trop d'esprit à son encontre. Qu'est-il, chétif, contre les grandeurs d'établissement ? Pascal n'y aurait peut-être vu que l'effet inévitable de notre misère. Lui se révolte contre l'injustice insupportable. Et par la seule vertu de son intelligence et de son talent, il parviendra à créer un contre-pouvoir qui finira par ébranler le pouvoir, dès lors qu'il s'est montré injuste. « *Quelle horreur qu'un jugement secret, une condamnation sans motif ! Y-a-t-il une plus exécrable tyrannie que de verser le sang à son gré sans en rendre la moindre raison ?* » Ce n'est pas l'usage ! disent les juges. Eh ! monstres, il faut que cela devienne l'usage. Vous devez compte aux hommes du sang des hommes ».

Il n'y aura pas que des avantages à l'avènement de cette nouvelle royauté. Blandine Barret-Kriegel l'a montré avec force : « *Voltaire n'était si déchaîné contre le clergé que parce qu'il rêvait de s'approprier sa puissance* ». Il est vrai qu'il existe à rebours un fanatisme du parti philosophe, une rage iconoclaste, souvent une sorte d'errance romantique anti-institutionnelle. Mais Voltaire ne fut pas le plus coupable dans ces déviations. Ses phobies et ses étroitesse étaient souvent pondérées par le bon sens et une philanthropie aimable. C'est pourquoi, il est douteux que pour le tricentenaire de sa naissance on se dispute trop à son sujet. On le louera, on fera des réserves, mais on ne le maudira plus.

Gérard LECLERC

Voltaire « *Lettres philosophiques* ». G.F. Flammarion. Prix franco : 38 F.

Voltaire « *Dictionnaire philosophique* ». G.F. Flammarion. Prix franco : 46 F.

Jean Orieux « *Voltaire ou la royauté de l'esprit* ». Le livre de poche. Prix franco : 60 F.



Chroniques

La liste de Schindler

Rarement un film aura, autant que *La liste de Schindler*, suscité plus d'intérêt par la polémique qu'il provoque que par ses qualités intrinsèques.

P récisons, d'emblée, que le film, largement inspiré par la vie d'Oskar Schindler, industriel allemand, membre du Parti nazi, installé en Pologne qui sauva un millier de juifs de l'Holocauste, n'est pas un film sur le génocide des juifs mais un hommage rendu à un juste. La Shoah n'est que la toile de fond qui permet à un homme foncièrement mauvais de se repentir et de trouver la voie du salut. Certes sans la Shoah, il n'y aurait pas eu de justes, mais Schindler, comme beaucoup d'autres, aurait pu rester indifférent au sort des juifs. Or il s'engage à leurs côtés. Bien sûr, au début, il ne le fait par altruisme, mais par intérêt. Les juifs qu'il écarte du ghetto sont avant tout, de la main-d'œuvre bon marché qui permet à son entreprise de réaliser de substantiels bénéfices. Mais lorsqu'il les libère du camp de travaux forcés de Plaszow puis lorsqu'il les sauve du camp d'extermination d'Auschwitz, c'est consciemment. Pour quelles raisons ? Peut-être est-il frappé par la grâce. Rien que pour cela il méritait un film.

Il n'empêche que la question posée le jour de la sortie du film, demeure : peut-on représenter la Shoah ?

Claude Lanzmann, dans un article publié par le journal *Le Monde* (1), développe deux arguments. « *Spielberg, écrit-il, ne peut pas raconter l'histoire de Schindler sans dire aussi ce qu'a été l'Holocauste ; et comment peut-il raconter l'Holocauste en racontant l'histoire d'un Allemand qui a sauvé 1 300 juifs, puisque la majorité écrasante des juifs n'a pas été sauvée ?* ». Plus loin, il poursuit « *Je voyais le film avec la meilleure volonté du monde. Je me disais qu'il y avait des choses*

cinématographiques valables, encore que je me heurtais tout le temps à cette question de la représentation et des acteurs ».

Si le premier reproche est discutable, le second, en revanche semble une évidence.

Car Spielberg nous livre avec *La Liste de Schindler*, un film banal, d'une qualité moyenne, qui se laisse regarder sans réel déplaisir mais qui ne soulève pas non plus l'enthousiasme. Les images des camps qu'il nous montre sont trop belles pour être conformes à la réalité, le jeu des acteurs est trop théâtral, la mise en scène conventionnelle, le scénario, plus proche du mélo que du film historique. Quant à la fin, elle est carrément naïve.

Les égarements de Spielberg ne doivent, cependant, pas interdire toute représentation de l'Holocauste. Bien sûr son film n'a pas les qualités de *Shoah* mais, si l'on souhaite conserver à l'Holocauste son caractère unique, il faut pouvoir en multiplier les représentations, pour que chacun garde en mémoire une image de la barbarie. *La Liste de Schindler*, malgré ses imperfections, est aussi nécessaire que *Shoah*, ne serait-ce que parce les deux films ne touchent pas les mêmes publics.

Le problème que pose le film de Steven Spielberg n'est pas tant celui de la représentation que celui de l'éthique cinématographique, ainsi que celui du bon usage que peut faire le spectateur de toute représentation. Mais le problème n'est pas propre à la Shoah.

Nicolas PALUMBO

(1) « Holocauste, la représentation impossible » in *Le Monde des spectacles* - p. 1 du 3 mars 1994.



B lésoise d'adoption, Mérona Dutray s'est passionnée pour le temps de gloire de sa ville, les XV^e et XVI^e siècles. Après un premier essai où elle contait la vie des femmes célèbres qui l'avaient précédée dans le vieil hôtel renaissance qu'elle habitait, elle écrit plusieurs romans tous inspirés du passé. Aujourd'hui elle revient à son exercice préféré et nous offre la réanimation d'une soeur de François I^{er}, oubliée de l'Histoire et surgie d'une longue enquête à reculons dans le temps et l'Europe de l'ouest.

Sortir de l'oubli une femme tellement ignorée de l'Histoire suppose un récit animé de sa vie, mais animation ne veut pas dire roman. Tous les faits, gestes et réflexions prêtés dans ce livre à Souveraine d'Angoulême, surtout pendant son enfance et son adolescence, sont issus d'une documentation livresque sur ses proches et les événements de leur temps, ainsi que des documents originaux retrouvés chez ses descendants du XX^e siècle.

L'histoire de Souveraine de Valois Angoulême entrainera le lecteur depuis la Charente jusqu'aux bords de Loire. Il poursuivra vers Paris, l'Ile-de-France et le Hurepoix, sans renoncer aux joies de la découverte.

Y.A.

Mérona Dutray - « Souveraine d'Angoulême » - prix 160 F. On peut se procurer l'ouvrage chez l'auteur 7, rue de Puits Châlet, 41000 Blois ou le commander au service librairie de *Royaliste*.

Adhérer à la N.A.R.

A la suite de mon appel pour inciter ceux de nos lecteurs qui partagent l'essentiel de nos convictions, à nous apporter le soutien de leur adhésion, nous avons reçu d'assez nombreuses réponses et plusieurs demandes d'explication.

C'est à celles-ci que je voudrais répondre aujourd'hui.

Tout d'abord à un aimable correspondant de Manosque (l'heureux homme !) qui s'étonne de l'affirmation selon laquelle les abonnés ne font que payer le coût du journal sans que la NAR n'en tire bénéfice. C'est pourtant la stricte vérité. Il ne faut pas oublier que les frais ne sont pas seulement ceux de la fabrication mais aussi ceux de l'expédition, du coût de la mise en kiosques, etc. Et heureusement que tous les collaborateurs du journal y écrivent bénévolement...

Quant à un de nos abonnés qui a pris sa retraite au Maroc (l'heureux homme aussi !), il s'inquiète du montant indiqué pour les cotisations (2 % du revenu), n'étant pas en mesure de souscrire pour une somme correspondant à ce taux. Rappelons que ces 2 % ne sont qu'un taux indicatif et que chacun verse évidemment en fonction de ses possibilités et de ses obligations personnelles.

Enfin pour Jean-Michel qui m'écrit attendre la fin de ses études pour adhérer, j'avoue ne pas très bien comprendre sa raison. L'adhésion à la N.A.R. est un engagement civique qui n'est en rien incompatible avec la poursuite de ses études ! Quant à la participation militante - si c'est cela que craint Jean-Michel - nous n'y avons jamais contraint personne, et là encore c'est chacun de nos adhérents qui décide - en toute liberté - de l'aide matérielle qu'il peut nous apporter.

Un renseignement ne coûte rien ... n'hésitez pas à m'appeler au (1) 42.97.42.57 à ce sujet et pour recevoir notre documentation sur l'adhésion.

Yvan AUMONT

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut

- Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut

- Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut

- Double cœur vendéen (vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.

- Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.

- Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond email bleu) - 10 mm de haut.

- Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.

- Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

- Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

SONDAGE

Le service minitel « 3615 ROYAUTE » avait proposé à ses usagers un sondage sur la question : « *Quel Prince d'Europe (souverain ou non) représente à vos yeux le mieux l'image de la Monarchie ?* ». Ce sondage a reçu 1314 réponses. Arrive en tête avec 17 % Juan Carlos d'Espagne, suivi par le comte de Paris (12 %). En troisième position Sixte-Henri de Bourbon-Parme, puis Otto de Habsbourg et Albert II de Belgique. Viennent ensuite Siméon de Bulgarie, Michel de Roumanie, le comte de Clermont, Charles d'Angleterre et en 10^e position Luis-Alfonso de Bourbon.

ABONNEMENT
DE PROPAGANDE

Quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez votre carnet d'adresses et envoyez-nous les coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ».

Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 20 avril - Pas de conférence en raison des vacances scolaires.

● Mercredi 27 avril - Ancien ministre des Affaires Européennes, Elisabeth GUIGOU a participé activement à l'élaboration de la politique européenne de la France notamment lors de la préparation du traité de Maastricht et joué un rôle

CONSEIL NATIONAL

Se déroulent actuellement les élections pour renouveler le Conseil National de la NAR. Tous les adhérents du mouvement sont appelés à désigner leurs représentants dans cet organisme qui a comme rôle principal celui de conseil politique auprès du Comité Directeur.

La prochaine réunion du Conseil National nouvellement élu se tiendra à Paris les 4 et 5 juin prochains.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « *Royaliste* ».

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

(1) Gallimard, trois tomes. Prix franco : 810 F.

(2) « La France et le roi de la Restauration à nos jours » - Perrin, 1994 - prix franco : 182 F.

Berlusconi et nous

Ce qu'on appelle l'exception française est à la fois une vérité aujourd'hui affaiblie et une dangereuse illusion. Vérité : la singularité de l'aventure française depuis mille ans, sur son territoire et dans le monde. Illusion : celle de sa classe dirigeante qui croit volontiers que les périls graves sont réservés à nos voisins, parce qu'elle est là pour nous préserver de tout événement fâcheux.

Hélas, l'exception française ne nous a pas protégés de la défaite militaire en 1940, ni du régime autoritaire qui lui a succédé. De même, on se tromperait en pensant que la guerre civile yougoslave est une particularité balkanique, alors que les partisans du nettoyage ethnique recueillent dans notre pays au moins 10 % des voix. Et nos éminents chefs de parti auraient tort de considérer le berlusconisme comme une spécialité, pittoresque et inoffensive, de notre chère soeur latine.

FAILLITES

L'Italie, ce n'est pas seulement le peuple rieur qui enchante les soirs d'été. Comme le souligne justement Alexandre Adler, cette nation si proche vit de manière paroxystique les crises qui secouent l'Europe : elle a inventé le fascisme, poussé à l'extrême le terrorisme politique, et donné à la corruption une ampleur exceptionnelle. Peut-être annonce-t-elle aussi, avec la Ligue lombarde, une tendance au démembrement des États nationaux...

Aussi la victoire électorale de M. Berlusconi est-elle inquiétante pour nous-mêmes. Sa percée fulgurante tient sans nul doute à la gravité de la situation dans une Italie à tous égards bouleversée par l'effondrement de la démocratie-chrétienne : qu'il s'agisse de l'identité collective, de l'autorité de l'État, de l'unité nationale, le pays est entré dans la phase aiguë d'une crise qu'il vit dans des conditions évidemment particulières, mais qui affecte

d'une manière ou d'une autre l'Europe tout entière.

Sous son apparence purement réactionnaire (intégrismes, ethnisches, particularismes locaux), cette crise semble prendre une forme très moderne, dans laquelle le moment négatif de la nostalgie est repris et exploité par un système médiatique produisant la séduisante fiction d'une gestion propre, efficace, consensuelle et chaleureusement bienveillante. Aucun pays européen n'est à l'abri de ce type d'imposture, lorsque sa symbolique politique est faible ou inexistante. Mais il ne suffit pas d'évoquer un



coup d'État médiatique. La victoire de la droite italienne doit inquiéter parce qu'elle résulte de la conjonction, au moins provisoire, de trois forces hostiles au politique en tant que tel : l'ultra-libéralisme du patron de la Fininvest, qui conteste le principe même du pouvoir politique, l'ultra-régionalisme lombard, qui s'oppose à l'unité de la nation, et le fascisme dont on sait qu'il ruine l'État par l'excès de son étatsisme.

En France, nous avons plusieurs bonnes raisons de nous méfier de cette évolution à la fois archaïsante et moderniste d'une crise qui est, pour le moment, moins aiguë qu'en Italie. Nous subissons une crise de la décision politique et une crise des élites que soulignent les manifestations de ces derniers mois. Nous voyons nos grandes formations politiques s'affaïsser les unes après les autres. On a cru que la crise du parti communiste lui

était spécifique, que la défaite du parti socialiste était due à ses seules fautes, mais on voit maintenant le RPR se fragmenter tandis que les meilleurs représentants de l'UDF (Bernard Stasi, Jean-François Deniau) sont marginalisés. La logique de l'élection présidentielle, le refus de penser, la fragilité des bureaucraties partisans, le retrait des militants et les financements illégaux constituent les principaux éléments de faillites successives qui risquent de conduire à l'effondrement général de notre système partisan.

ÉPREUVE

Cette perspective est redoutable pour la paix civile et pour la démocratie, et les dures critiques que nous adressons aux dirigeants de la droite et de la gauche n'ont d'autre objectif que de les en prévenir. Par principe, les royalistes souhaitent que toutes les traditions politiques du pays puissent se renouveler dans la fidélité à elles-mêmes, afin que le débat civique et les choix électoraux s'effectuent en pleine connaissance de cause. Or ces traditions sont menacées par des forces anti-politiques qui ne sont heureusement pas coalisées : le nationalisme ethnisant, l'écologisme, les féodalités régionales ... et Bernard Tapie qui est une réplique mineure et minable du modèle berlusconien.

Tous les facteurs qui ont abouti à la déstabilisation du système italien sont présents ou latents dans notre pays : parce que l'opposition de gauche est toujours déliquescence, parce que la droite révèle en ce moment qu'elle n'a pas de projet et qu'elle n'a plus de programme, mais seulement des tactiques d'évitement et des réflexes inspirés par un libéralisme économique destructeur, il est probable que nous connaîtrons à notre tour une épreuve majeure. L'incapacité manifeste du Premier ministre, la médiocrité du gouvernement - à deux ou trois exceptions près - et la fragilité de la coalition au pouvoir ne font qu'aggraver ce risque. Qu'importent les étiquettes : à gauche et à droite, il faut que se rassemblent celles et ceux qui veulent éviter le pire.

Bertrand RENOUVIN